

COMMUNIQUÉ DE PRESSE | 27 OCTOBRE 2021

CENI : l'Union européenne doit adopter une position ferme quant au respect du processus électoral en RD Congo

Le Réseau européen pour l'Afrique centrale (EurAc) et ses membres regrettent que la désignation du nouveau président de la CENI Denis Kadima ait eu lieu en l'absence de consensus. L'Union européenne (UE) doit tout mettre en œuvre pour éviter une crise politique majeure qui pourrait compromettre la tenue d'élections démocratiques apaisées en 2023.

Le samedi 23 octobre 2021, le président Félix Tshisekedi a signé l'ordonnance désignant les membres du nouveau bureau de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), confirmant ainsi le choix controversé de Denis Kadima comme président de l'institution en charge de l'organisation des élections de 2023. Bien que l'expertise électorale de Denis Kadima soit reconnue par de nombreux acteurs congolais et internationaux, un consensus autour de sa nomination n'a pu être trouvé entre les représentants des huit confessions religieuses, elles-mêmes chargées de désigner cette autorité. Les Eglises catholique et protestante redoutent notamment que sa proximité avec les autorités actuelles ne nuisent à son devoir d'indépendance. Cette nomination non-consensuelle porte en elle le germe de potentielles futures contestations électorales.

Si des mesures ne sont pas prises rapidement pour apaiser les tensions et renforcer la confiance de la population congolaise dans la crédibilité et l'indépendance du processus électoral, la RD Congo risque de se diriger vers une crise majeure et déstabilisatrice.

Le président Félix Tshisekedi devra rassurer la population congolaise et mettre en œuvre tous les moyens à sa disposition pour respecter le délai constitutionnel d'organisation des élections générales prévues pour décembre 2023 et en garantir le bon déroulement.

Dans ce contexte préoccupant et au vu des expériences électorales passées en RD Congo, EurAc et ses membres appellent l'UE et ses États membres à :

1. Suivre la situation pré-électorale de près ;
2. Veiller au respect des droits humains avant, pendant et après les élections ;
3. Adopter un positionnement ferme quant au respect et au bon déroulement du processus électoral ;
4. Appeler au respect de la Constitution, des normes électorales et plus généralement de l'État de droit.

Plus d'informations

- ▶ Note d'analyse : *DR Congo's current political crisis: urging the EU and its Member States to start making all the necessary provisions to ensure free, fair, and transparent elections in 2023.* https://www.eurac-network.org/sites/default/files/20200120_drc_political_crisis_final.pdf

Contact

- ▶ Teodora Nguen | Chargée de plaidoyer | teodora.nguen@eurac-network.org | +32 493 35 52 44
- ▶ Clara Debeve | Directrice | clara.debeve@eurac-network.org | +32 490 43 76 70

À propos d’EurAc

Le Réseau européen pour l'Afrique centrale (EurAc), créé en 2003, a pour objectif d'aider la région des Grands Lacs à construire un avenir meilleur. EurAc mène un travail de plaidoyer en faveur d'un engagement fort, cohérent et durable de la part de l'Union européenne et de ses États membres, intégré à une approche régionale. EurAc rassemble 34 organisations européennes de la société civile qui travaillent dans et sur la région et qui soutiennent la société civile locale au Burundi, en République démocratique du Congo (RDC) et au Rwanda dans la promotion de la paix et du développement, et dans la défense des droits humains.